



Contre toutes les crises et pour le bien commun, Renforçons nos Services Publics quoi qu'il en coûte.

La crise sanitaire que nous traversons est inédite depuis plusieurs décennies. De très nombreux gouvernements ont pris des mesures drastiques afin d'essayer de stopper la propagation du virus COVID 19. C'est dans ce cadre que le Président Macron a annoncé, en deux temps, des dispositions exceptionnelles pour notre pays.

Une fois de plus, nos Services Publics vont assurer la permanence de la nation. Une fois de plus, les fonctionnaires auront le « privilège » de maintenir « quoi qu'il en coûte » le fonctionnement de notre République et de ses infrastructures.

Les mises en quatorzaine et le recours massif annoncé au chômage partiel fait reposer encore une fois sur la protection sociale, la survie financière des salariés contraints au confinement. Mais au-delà de ça, c'est tout l'effort sanitaire qui doit être mis en œuvre dans nos hôpitaux qui sera rendu possible par notre système de Sécurité Sociale qui le finance.

Il est de bon ton de saluer l'immense dévouement des personnels des Services Publics au 1^{er} rang desquelles sont bien sûr ceux de la Santé, mais aussi de la Recherche, des Transports, de l'Education, de la Petite Enfance, des Finances, de la Douane etc... Mais cela fait bien longtemps que tous ces secteurs tiennent essentiellement sur la grande conscience professionnelle de ces travailleurs.

Les politiques menées depuis des décennies nous ont conduits à cette situation où notre pays et sa population sont mis en danger dans notre capacité à faire face à ce genre de crise, tant le quotidien est déjà difficile à assurer. Et les 120 000 suppressions annoncées en début de quinquennat en font partie. Dans cette période, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés et d'établissements fermés dans ces secteurs. Dans la Santé, les lois se sont succédées entraînant des milliers de fermetures de postes et de lits pouvant accueillir les malades. Uniquement sur Marseille, ce sont 14 hôpitaux qui ont été fermés.

Depuis longtemps, les personnels, avec la CGT se sont mobilisés contre cette casse des Services Publics. Il y a un peu plus d'un an, par exemple, les personnels des EHPAD s'étaient massivement mobilisés pour alerter sur l'état des services. Depuis des mois, les personnels de santé, mais aussi des écoles, de la petite enfance, et d'autres, sont en grève pour gagner les moyens de fonctionner.

Il est donc urgent de prendre le contrepied total de ces politiques. C'est bien de dire comme le Président le 12 mars : « *il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ». Mais c'est bien aussi de ne pas faire le contraire. C'est bien de dire que tout sera mis en œuvre pour protéger les plus fragiles et les plus âgés d'entre nous. Mais c'est bien aussi de ne pas détruire un système de retraite qui assure justement cette protection.

Pour la CGT, il est donc grand temps de renforcer notre Sécurité Sociale et nos Services Publics. Il est grand temps en autres de :

- Renforcer nos régimes de retraite
- Supprimer toutes les exonérations de cotisations qui ne font que réduire le budget de la Sécurité Sociale et de l'Etat.
- Rouvrir les établissements et les services de santé nécessaires comme par exemple les urgences à l'hôpital Ste Marguerite.
- Embaucher les centaines de milliers d'agents nécessaires aux missions de Services Publics.
- Créer un pôle public du médicament
- Redonner massivement des moyens à la recherche publique
- Investir dans la formation des médecins et personnels paramédicaux
- Annuler toutes les réformes en cours qui visent à réduire le nombre d'agents et le nombre de Services Publics de proximité.
- Regagner les moyens de lutter contre la fraude fiscale et sociale.

Marseille, le 20 mars 2020